

L'ÉCOLOGIE POLITIQUE FACE AUX ÉLECTIONS

Serge DEPAQUIT

La signature, en décembre 1977 d'un accord électoral avec « Ecologie 78 » avait permis à « SOS-Environnement » de s'affirmer comme composante de la mouvance écologique. Aujourd'hui, forte de cet acquis, l'organisation que préside J.-C. Delarue — et qui compte dans ses rangs de nombreux transfuges ou sympathisants du RPR et du PR —, entend s'imposer en région parisienne par la présentation de 42 candidats « Ecologie 78-SOS-Environnement » sur les 78 circonscriptions de l'Île-de-France. Ainsi seraient jetées les bases de la création d'une « FO de l'écologie » ; et qui sait à terme d'un véritable parti de la droite écologique.

Mais les militants qui sur le terrain ont animé les luttes écologiques, la marche sur Nogent entre autres, acceptent-ils les « parachutages électoraux » d'une organisation singulièrement limitée dans son implantation locale et absente de l'action contre le nucléaire civil et militaire ? On peut en douter sans pour autant sous-estimer que le jeu des réponses dilatoires pratiqué par une partie du courant écologique ne saurait se prolonger sans favoriser une opération préoccupante.

Car les voies de la récupération sont multiples. Les partis traditionnels l'ont tentée par les ajouts « verdâtres » à leurs professions de foi ; mais l'organisation d'une « journée de l'arbre » ne suffit pas à combler d'aise le militant antinucléaire. De plus l'écologie en devenant politique, dérange et menace de bousculer les rapports politiques établis. Il fallait donc la neutraliser de l'intérieur. D'où l'écocentrisme. « Sortez les sortants » : le vieux mot d'ordre du marais politique lancé au nom de la défense de l'environnement pourrait, dans la crise politique actuelle, assurer la promotion électorale d'un moderne syndicat de candidats. L'ancienne pratique des notables de l'apolitisme trouverait ainsi un renouveau inattendu mais d'autant plus dangereux pour le développement d'une convergence sur les objectifs écologiques.

Car les problèmes posés par celle-ci supposent une rencontre des forces actives de l'écologie avec les divers mouvements sociaux qui luttent à la fois pour un renversement culturel radical et l'établissement de nouvelles

structures de société : le mouvement des femmes, des nationalistes, de la non violence aussi bien que le combat des militants autogestionnaires dans le secteur de la production.

Or le centrisme politique, quels qu'en soient les alibis, est aux antipodes d'une telle convergence qui fonde pourtant « l'espace écologique ». L'expérience de la confrontation des militants syndicalistes et écologistes (notamment contre le nucléaire) en est la démonstration vivante à l'esprit de beaucoup de militants.

Aujourd'hui les forces écologiques et antinucléaires doivent utiliser les élections afin de renforcer leur poids politique et être à même de s'affirmer dans le difficile conflit qui très probablement suivra mars 78. Tel est, entre autres, l'objectif du Front autogestionnaire qui se fonde sur un choix politique net : la reconnaissance de la nécessaire convergence de mouvements sociaux qui, isolés, resteraient sans réelle prise sur les développements politiques que nous pressentons. D'où le refus des ambiguïtés face à un pouvoir qui doit être défait en mars 78 pour que s'élargissent les chances du combat que nous soutenons depuis des années.

En même temps le Front autogestionnaire n'entend « satelliser » personne, à commencer par ceux qui n'acceptent pas entièrement ses choix politiques. C'est pourquoi ses militants sont ouverts à des accords locaux (et départementaux) entre les comités d'« Ecologie 78 » et ceux du Front autogestionnaire pour une présentation de candidats sur une base politique commune. De tels accords existent d'ailleurs dans diverses circonscriptions évitant ainsi un éparpillement des efforts (et le 12 mars, des voix) entre deux tendances se réclamant également de l'écologie et de la lutte contre le nucléaire.

Car convergence dans la lutte électorale, devrait ultérieurement permettre un approfondissement des perspectives communes. Et c'est bien là l'essentiel qui nous fait aujourd'hui refuser le sectarisme.

Serge DEPAQUIT □